



Chambre des Territoires de Corse Camera di i Territorii di Corsica

Session du 11 février 2019

Sessione di l'11 di ferraghju di u 2019

Rapport N° 2019-10

Raportu N° 2019-10

Rapport du Président de la Chambre des Territoires Raportu di u Presidente di a Camera di i Territorii

Objet : **Point sur la situation sociale, sur les groupes de travail de la Conférence sociale pour le respect des droits fondamentaux des citoyens corses (en cours d'élaboration)**

Oggetu : **Puntu annantu à a situazione suciale, annantu à i gruppi di travagliu di a Cunferenza suciale pè u rispettu di i diritti fundamintali di i citatini corsi (in corsu d'elaborazione)**

Une "conférence sociale pour le respect des droits fondamentaux des citoyens de Corse dans le domaine économique et social" associant tous les acteurs et collectifs citoyens a été installée le 14 janvier dernier par le Président du Conseil exécutif de Corse, le Président de l'Assemblée de Corse, le Président du Conseil économique, social, environnemental et culturel de Corse (CESEC), et les deux institutions consultatives Chambre des territoires et Assemblea di a ghjuventù.

Un compte rendu détaillé de cette première rencontre vous a été communiqué et reste disponible sur la plateforme de la Chambre des Territoires.

Néanmoins, il semblait nécessaire de présenter un rapport spécifique afin de préciser l'état d'avancement des travaux suite aux réunions qui se sont tenues les vendredi 18 et 25 janvier, et 8 février derniers avec les collectifs, les acteurs institutionnels et les partenaires économiques et sociaux.

A l'ordre du jour de ces réunions, deux thématiques fondamentales pour les Corses, le prix des carburants et le prix des produits de consommation courante dans les grandes surfaces.

Mais la question de fond qui se pose et qui doit être réglée est celle des droits fondamentaux des citoyens dans le domaine économique et social : droit au travail, au logement, à la santé, à la mobilité, aux produits de consommation courante, etc.

Face à ces enjeux, il est essentiel que toutes les institutions de Corse contribuent aux débats, il s'agit donc là de l'objet du présent rapport.

Vi pregu di dibattene.

Je vous prie de bien vouloir en débattre.